



"Être enseignant, c'est subir un peu plus la pression chaque jour sans protection aucune"



Tribune

Par Pauline Larrour

Publié le 18/02/2022 à 11:16

Il est à croire que la mort de Samuel Paty n'a servi à rien au pays bienheureux de l'Éducation nationale. Depuis plus d'un an, l'État régalien censé protéger les garants de la santé républicaine du pays ne fait qu'aggraver une situation à risque, mettant à mal une profession déjà malmenée par les injonctions contradictoires, la surcharge administrative, et les protocoles sanitaires tous plus ubuesques les uns que les autres.

La dernière nouveauté poursuit un peu plus le détricotage opéré par les réformes du collège et du lycée : les fameuses évaluations certificatives censées alimenter le contrôle continu et valider un baccalauréat qui n'a plus de diplôme que le nom, unique sésame pour orienter au mieux les élèves vers la broyeuse administrative de Parcoursup .

Une explication s'impose. Non contents de faire choisir aux élèves des spécialités à un âge où la plupart n'ont qu'une vague idée de ce vers quoi elles tendent et de leurs implications en termes d'orientation, ces dernières sont maintenant corrigées par les professeurs en charge desdits élèves. Non contents de placer ces derniers et leurs parents dans un stress permanent, c'est sur les professeurs que repose la lourde tâche d'être confrontés aux conflits en résultant. Les épreuves, jusque-là corrigées par des examinateurs anonymes, sont maintenant confiées aux enseignants qui ont les élèves en classe et on imagine sans peine ce à quoi ils sont confrontés : injonctions de résultats, pressions des parents, des élèves, de l'institution tout entière.

« Les parents sont devenus des consommateurs de profs, et n'hésitent pas à faire valoir ce qu'ils croient être leurs droits, en exigeant qu'une note soit revue à la hausse, et à crier à l'injustice. »

Des professeurs se retrouvent harcelés de messages menaçants de parents



mécontents. Si l'élève a choisi la mauvaise spécialité, la faute en incombe aux enseignants. Si la note obtenue est insuffisante, c'est que la méthode pédagogique dudit professeur est à revoir. Les parents sont devenus des consommateurs de profs, et n'hésitent pas à faire valoir ce qu'ils croient être leurs droits, en exigeant qu'une note soit revue à la hausse, et à crier à l'injustice. L'enseignant en France est aujourd'hui démuni. Il n'est plus protégé puisque l'anonymat lié aux évaluations certificatives n'est plus sauvegardé. Il n'est pas soutenu puisque chacun se doit de régler le conflit comme il le peut, sans pouvoir grand-chose. Être enseignant aujourd'hui, c'est subir un peu plus la pression chaque jour sans protection aucune. Les élèves contestent, les parents idem et à chacun de se débrouiller pour gérer au mieux ces situations.

L'enseignement va mal : contesté en permanence, exposé aux groupes d'élèves ou de parents qui se montent sur les différents réseaux sociaux, en proie parfois à des propos mensongers et diffamatoires, un professeur se retrouve seul à se débattre au milieu d'un système gangrené. Quelle est sa place actuellement ? Toute autorité lui a été ôtée. Son autonomie est mise à mal en permanence. L'orientation ? Les parents sont décideurs. Ce sont eux qui jugent de la qualité pédagogique du professeur en fonction des notes obtenues par leurs enfants. Ces notes qui deviennent de moins en moins nombreuses mais de plus en plus importantes car elles sont déterminantes pour Parcoursup. Résultat : le stress des élèves s'en trouve aggravé. Des évaluations régulières et nombreuses permettaient à ces derniers de se rattraper, et de relativiser un échec ponctuel. En revanche plaquer le système universitaire sur le lycée, exiger trois notes déterminantes par trimestre, c'est mettre l'élève sous pression et aggraver une relation explosive qui peut surgir à tout instant.

À LIRE AUSSI : "Je veux devenir influenceur" : quand l'orientation des collégiens désoriente les adultes

Cette solitude de l'enseignant avait déjà été finement analysée par le livre de François Bégaudeau et le film *Entre les Murs* qui lui avait servi d'adaptation. L'enseignant est seul, il ne transmet plus grand-chose, il est devenu le champion de la négociation, il achète la paix dans le meilleur des cas ou rentre en guerre en tenant bon face à une institution démissionnaire. Les chefs d'établissement débordés par les injonctions rectorales et administratives se défaussent à leur tour sur leurs adjoints qui eux-mêmes renvoient la balle aux professeurs. On aurait pu penser que le décès de Samuel Paty redonnerait le courage et l'envie de protéger les fameux hussards de la République.

« Comment s'étonner que certains démissionnent après avoir passé un concours ardu, infantilisés par l'institution, et seuls face aux élèves ? »

Il n'en est rien. Ces derniers sont plus vulnérables que jamais. Il y aurait beaucoup à dire sur la formation mise en place pour les jeunes enseignants lâchés dans l'arène. Pour des raisons d'économie, ces derniers ne sont plus accompagnés par des tuteurs déchargés d'heures et qui pouvaient ainsi consacrer du temps à leur apprendre les bases du métier au sein d'un même établissement. Actuellement les lauréats du concours se retrouvent seuls, avec un tuteur rarement dans l'établissement, peu disponible et qui bénéficie d'une heure par mois pour accompagner de manière lointaine le jeune enseignant débutant.

A contrario ce dernier passe des heures en formations indigentes à discuter du prix du ticket de métro lors de sorties scolaires, à écrire un mémoire censé montrer sa réflexion sur ses pratiques pédagogiques, sachant que ce temps précieux pourrait être employé à s'intégrer dans son établissement, à travailler concrètement avec ses élèves en partenariat avec un enseignant chevronné. Comment s'étonner que certains démissionnent après avoir passé un concours ardu, infantilisés par l'institution, et seuls face aux élèves ?

À LIRE AUSSI : "L'inclusion ne peut être dévoyée pour déconstruire l'école de la



République"

Concernant l'école inclusive : il est évident que personne ne conteste le fait que les élèves en situation de handicap puissent être intégrés au mieux dans le système scolaire. Encore faut-il s'en donner les moyens. Quelles ressources pour l'enseignant qui n'a reçu aucune formation en ce sens et qui n'a pas les outils ni le temps requis pour mettre en place une réelle pédagogie différenciée ? Pour l'élève perdu dans une classe de trente élèves avec une AESH (aide à l'enfant en situation de handicap) quand il a la chance que cet accompagnateur ne soit pas lui-même débordé en étant en charge de plusieurs élèves à la fois ? Comment l'institution peut-elle s'adapter à la mise en place de protocoles pour ces enfants qui parfois sont déclarés par leurs parents comme ayant droit à un tiers-temps sans qu'un réel bilan médical ait été effectué ? A contrario certains parents refusent d'effectuer ce bilan préconisé. Comment démêler le faux du vrai à une époque où chacun souhaite là aussi s'infiltrer dans les failles d'un système opaque et choisir à la carte ce qui lui semble bon ?

À LIRE AUSSI : David Bessis : "On ne naît pas bon en maths, on le devient"

Un pays qui ne se soucie pas de l'éducation est un pays en faillite. Peut-être est-ce ce constat tardif qui a fait prendre conscience, tardivement, à Jean-Michel Blanquer que retirer les mathématiques du tronc commun pour le cantonner dans une spécialité était une mise en danger pour l'avenir. Là encore nul besoin d'une grande réflexion pour se rendre compte que c'est la pénurie de professeurs de mathématiques qui avait poussé le gouvernement à cette décision dangereuse.

Il serait peut-être temps de sortir des grands discours sur l'éducation ressassés par chaque candidat à l'approche des élections et de réfléchir aux moyens concrets de redonner la place à un enseignement de qualité, ce qui passe entre autres par l'arrêt des coupes budgétaires dont les élèves sont les premières victimes, et ainsi redonner de l'attractivité à ce métier mal payé et dévalorisé. Or chaque réforme ne fait qu'aggraver la mise à mal des apprentissages. C'est l'avenir de l'éducation citoyenne qui est en jeu. On a vu les conséquences de la destruction de l'hôpital public lors de la crise sanitaire. Cela devrait inciter les politiques à écouter enfin ceux qui travaillent sur le terrain, confrontés à l'épuisement professionnel et à la lassitude devant tant de mépris.

